



Conseil municipal du 03 juin 2024

**Délibération n°57-24**

Objet : Acquisition d'une parcelle, chemin de Germany

*Date de convocation : 24/05/2024*

*Présidence : Renaud PFEFFER - Maire*

*Secrétaire élu : Jean-Marc Machon*

**Membres présents :** Renaud PFEFFER – Pascale CHAPOT - Loïc BIOT - Dorothée RODRIGUES - Patrick BERRET – Jean-François FONTROBERT - Virginie PRIVAS-BREAUTE - Gaël DOUARD – Jean-Marc MACHON - Dominique HAZOUARD – Anne-Catherine VALETTE – Julie GUINAND BOIRON - Sophie PIVOT – Sébastien PONCET - Alain DUTEL - Véronique ZIMMERMANN – Patricia BONNET-GONNET - Anne-Laurence OLTRA – Serge CAFIERO - Jocelyne TACCHINI – Christian CECILLON - Raphaëlle GUÉRIAUD – Fatira RULLIERE – Laure PIQUERAS.

**Membres excusés et représentés :**

Véronique MERLE a donné pouvoir à Pascale CHAPOT

Sophie PIVOT a donné pouvoir à Sébastien PONCET

Pascale DANIEL a donné pouvoir à Anne-Catherine VALETTE

Dylan MAYOR a donné pouvoir à Renaud PFEFFER

Arnaud BREJOT a donné pouvoir à Dorothée RODRIGUES

**Membres absents :** 0

**Nombre de conseillers**

**En exercice :** 29

**Présents :** 24

**Votants :** 29

**I. LE CONTEXTE**

Dans le cadre de son plan d'aménagement de voirie, la commune envisage des travaux, chemin de Germany pour permettre une meilleure sécurisation et circulation des modes doux sur cette même voie.

Une bande de terrain longeant la copropriété MARCHAY, coté chemin de Germany, devait être rétrocédée à la commune afin d'élargir la voie, comme spécifié dans le permis de construire accordé en 1999 (PC 069 141 99 r 0036).

Les copropriétaires ont donné leur accord pour la rétrocession à la commune de cette bande lors de l'assemblée générale du 24 octobre 2023.

Il s'agit de la parcelle AY 93 d'une surface de 183 m<sup>2</sup>.

## II. LA PROPOSITION

Afin de permettre l'aménagement du chemin de Germany, la commune propose d'acquérir à titre gratuit cette parcelle à la copropriété MARCHAY.

Cette acquisition fera l'objet d'un document d'arpentage et d'un acte notarié dont les frais seront pris en charge par la commune.

## III. LA DECISION

Où l'exposé de Jean-François Fontrobert,  
Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal décide, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DE SE PRONONCER** sur l'acquisition à titre gratuit de la parcelle AY 93 de 183 m<sup>2</sup> ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'acte authentique d'acquisition et toutes pièces afférentes à cette affaire.

Mornant, le 04 juin 2024.

Le secrétaire de séance,



Jean-Marc MACHON

Le Maire,



Renaud PFEFFER



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Mornant dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon sis 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site <https://citoyens.telerecours.fr/>, dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

COMMUNE  
MORNANT

PERMIS DE CONSTRUIRE  
DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU

Envoyé en préfecture le 05/06/2024  
Reçu en préfecture le 05/06/2024  
Publié le  
ID : 069-216901413-20240603-D57\_24-DE



DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION		référence du dossier
Déposée le 24/06/1999	Complétée le	N° PC 69 141 99 R0036
Par : Demeurant à : Représenté par : Pour : Sur un terrain sis :	CARLE CONSTRUCTIONS Les Fontaines 69440 TALUYERS  Construction de deux immeubles Lieudit "Le Marchay"	Surfaces hors-œuvre autorisées brute : 3650 m² nette : 2300 m²  Destination : Logements

Le maire,

Vu la demande de permis de construire susvisée,  
Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,  
Vu le plan d'occupation des sols approuvé le 11/12/81, modifié le 18/12/98,  
Vu l'avis du directeur des services fiscaux en date du 26/07/1999,

## ARRÊTE

**ARTICLE UNIQUE :** Le permis de construire est **accordé** pour le projet décrit dans la demande susvisée

### Sous les prescriptions suivantes :

La construction sera réalisée conformément aux indications de la rubrique 333 de l'imprimé de demande de permis de construire.

Le projet est soumis au versement de la participation pour le raccordement au réseau d'égout d'un montant de 75 000 F.

Le projet est soumis au versement du droit de raccordement au réseau d'eau potable d'un montant de 41 250 F.

Le raccordement au réseau électrique est possible aux conditions économiques suivantes : 1700 HT par appartement et 198 F par mètre entre le premier coffret de façade et le réseau existant le plus proche.

Une cession gratuite de terrain d'une superficie de 225 m² sera effectuée à première réquisition de l'autorité compétente pour l'élargissement de la voie communale. L'estimation de cette cession est évaluée à 41 625 F.

Votre projet est soumis au versement de la taxe locale d'équipement, de la taxe départementale d'espaces naturels et sensibles et de la taxe départementale pour le conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement. Le montant vous sera communiqué ultérieurement.

Le 14 SEP. 1999

Le maire,  
Pour le Maire en  
l'Adjoint délégué



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 421-2-4 du code de l'urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa transmission.



## INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée **sans préjudice du droit des tiers** (*notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...*) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.
- **DURÉE DE VALIDITÉ** : Le permis est périmé si les constructions ne sont pas entreprises dans le délai de deux ans à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Sa prorogation pour une année peut être demandée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.
- **AFFICHAGE** : Mention du permis doit être affichée sur le terrain par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier. Il est également affiché en mairie pendant deux mois.
- **DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les **DEUX MOIS** à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de quatre mois vaut rejet implicite*).
- **ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : Elle doit être souscrite par le pétitionnaire dès le début des travaux.



Envoyé en préfecture le 05/06/2024

Reçu en préfecture le 05/06/2024

Publié le

Berser  
Levrault

ID : 069-216901413-20240603-D57\_24-DE

Département du

COMMUNE DE MORNANT

2a chemin du Peu

Propriété des  
copropriétaires AY1

PLAN DE DIVISION



CADASTRE Section AY n°1



Stéphane JARGUEL  
GEOMETRE-EXPERT

5, Route de Rontalon  
69440 MORNANT  
Téléphone: 04.78.44.10.64 Fax: 04.78.44.90.45  
e-mail : atlas-mornant@wanadoo.fr

Echelle: 1/250

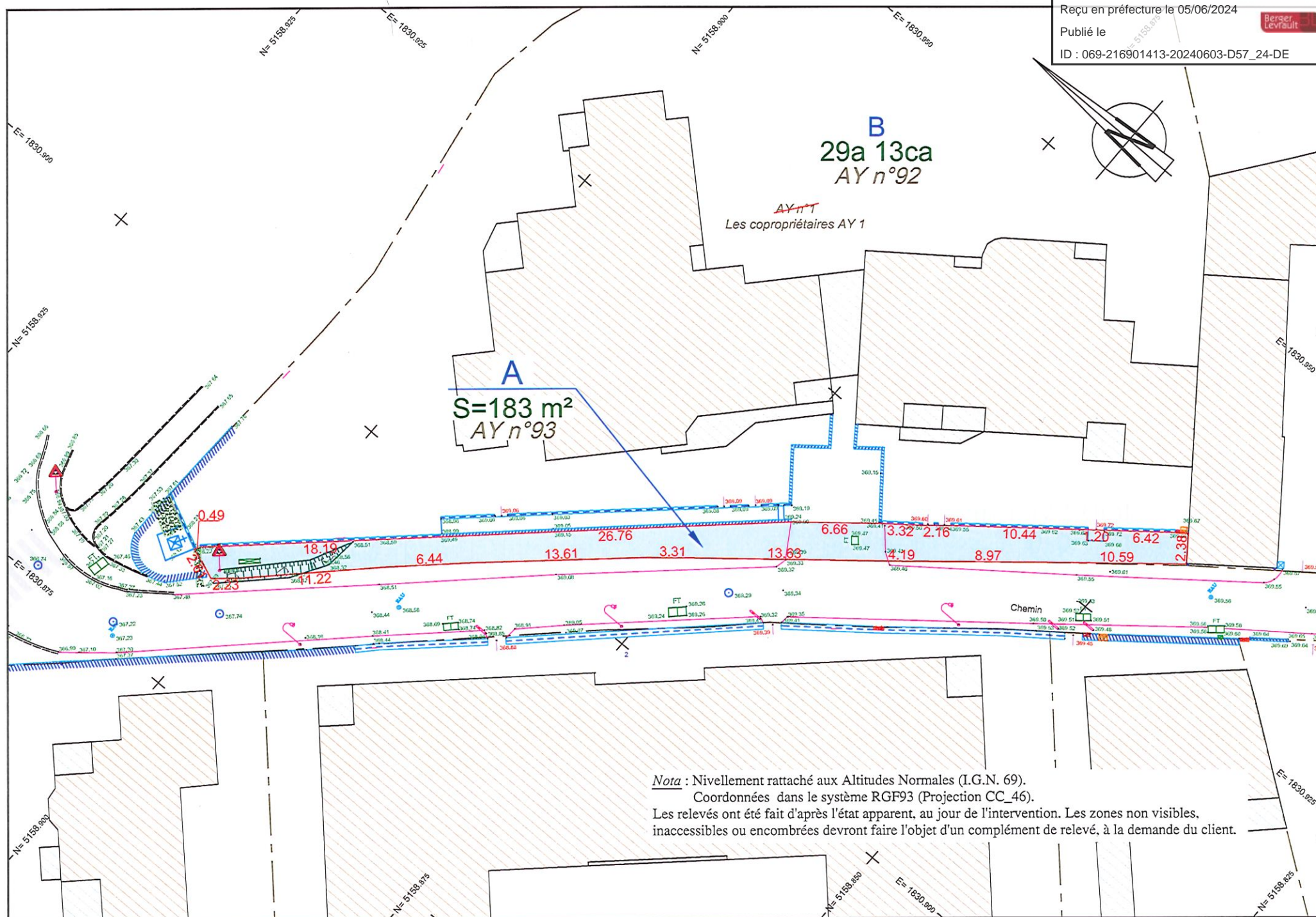
Référence: M24064	Dessiné
Dressé le : 27 mai 2021 (réf: M21119)	J.M.
Projet div. le : 19 mars 2024	C.P.
DA 2072V numéroté le : 2 mai 2024	
MàJ plan div. déf le : 6 mai 2024	
Fichier : M24064.dwg	

Envoyé en préfecture le 05/06/2024

Reçu en préfecture le 05/06/2024

Publié le

ID : 069-216901413-20240603-D57\_24-DE





Envoyé en préfecture le 05/06/2024

Reçu en préfecture le 05/06/2024

Publié le : AY

Feuille(s) : 000 AY 01

ID : 069-216901413-20240603-D57\_24-DE

Echelle d'origine : 1/1000

Echelle d'édition : 1/500

Date de l'édition : 02/05/2024

Support numérique : \_\_\_\_\_

D'après le document d'arpentage dressé

Par JARGUEL STEPHANE

(2)

Réf. : 24064

Le 17/04/2024

Commune :  
MORNANT (141)

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION

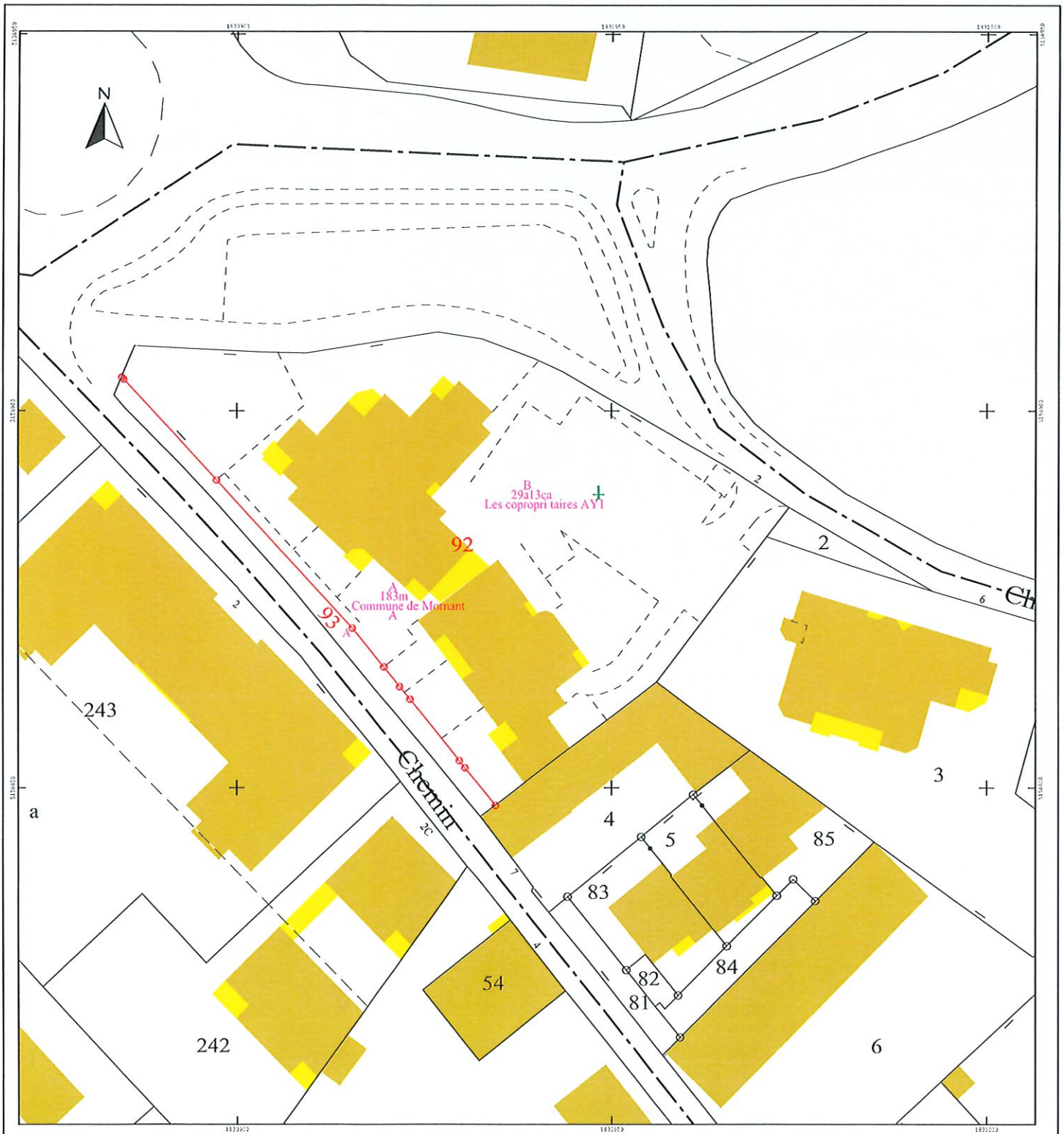
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :  
A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;  
B - En conformité d'un piquetage : \_\_\_\_\_ effectué sur le terrain ;  
C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le \_\_\_\_\_ par \_\_\_\_\_ géomètre à \_\_\_\_\_.  
Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 6463.  
A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan renouvelé par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.

(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc ...).

(3) Préciser les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité expropriant, etc...).



**PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE**  
**"LE MARCHAY"**

Les copropriétaires de la résidence : LE MARCHAY - LIEU DIT LE MARCHAY 2 CHEMIN DU PEU - 69440 MORNANT, à la suite de la convocation de l'assemblée générale qu'ils ont reçue, se sont réunis le :

**mardi 24 octobre 2023**

Après vérification de la feuille de présence, il est constaté **au début de l'assemblée** :

**MEMBRES ABSENTS** – Mesdames et Messieurs : CHANAL GENEVIEVE (503) - FAVETTA RENE (405) - GOUTAGNIEUX LOUIS (255) - GUYOT (371) - LEBRETON JACQUELINE (248) - REVOL ANDRE (355) - ROUX ELODIE (403) - SCAPPATICCI THIERRY (387) - TALON OLIVIER (285)

Total : 9 copropriétaires et 3212 tantièmes

Soit un total de présents et représentés de :

Tantièmes **6788 sur 10000**

Copropriétaires **16 sur 25**

**1. Election du Président de séance**

Type de vote : Majorité simple (Art. 24), impliquant une base de calcul de : 6788 tantièmes.

Après délibération, Madame DANON est élu Président de séance.

**Votent pour** : 16 copropriétaires présents ou représentés totalisant 6788 tantièmes.  
**Vote contre** : 0 copropriétaire présent ou représenté totalisant 0 tantième.  
**S'abstient** : 0 copropriétaire présent ou représenté totalisant 0 tantième.

**Absents** : 9 copropriétaires totalisant 3212 tantièmes.

*En vertu de quoi, cette résolution est adoptée dans les conditions de majorité de l'article 24.*

**2. Election du secrétaire de séance**

Type de vote : Majorité simple (Art. 24), impliquant une base de calcul de : 6788 tantièmes.

L'assemblée générale prend acte de la tenue du secrétariat par le syndic.

**Votent pour** : 16 copropriétaires présents ou représentés totalisant 6788 tantièmes.  
**Vote contre** : 0 copropriétaire présent ou représenté totalisant 0 tantième.  
**S'abstient** : 0 copropriétaire présent ou représenté totalisant 0 tantième.

**Absents** : 9 copropriétaires totalisant 3212 tantièmes.

*En vertu de quoi, cette résolution est adoptée dans les conditions de majorité de l'article 24.*

**3. Election du scrutateur**



Type de vote : Majorité simple (Art. 24), impliquant une base de calcul de : 6788

Après délibération l'assemblée ne désigne pas de scrutateur de séance.

**Votent pour** : 16 copropriétaires présents ou représentés totalisant 6788 tantièmes.

**Vote contre** : 0 copropriétaire présent ou représenté totalisant 0 tantième.

**S'abstient** : 0 copropriétaire présent ou représenté totalisant 0 tantième.

**Absents** : 9 copropriétaires totalisant 3212 tantièmes.

*En vertu de quoi, cette résolution est adoptée dans les conditions de majorité de l'article 24.*

#### **4. Rapport moral du conseil syndical**

Cette résolution est étudiée sans vote Les comptes ont été vérifiés par les membres du Conseil Syndical lors d'une réunion préparatoire le mardi 19 septembre 2023.

Voir en pièces-jointes le rapport du conseil syndical ainsi que le retour d'examen des comptes.

Le budget des charges courantes ainsi que l'ordre du jour de la présente assemblée ont été élaborés en concertation avec les membres du Conseil Syndical.

**INDIVIS° GUYOT (371) rejoint l'assemblée à 17 H 48.**

#### **5. Approbation des comptes de l'exercice clos le 30 Juin 2026 : 24 985.93 €**

Type de vote : Majorité simple (Art. 24), impliquant une base de calcul de : 7159 tantièmes.

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance des documents notifiés, à chaque copropriétaire :

- l'état financier (annexe 1)
- le compte de gestion général de l'exercice clos (annexes 2 et 3)
- l'état de charges de copropriété
- l'état des travaux de l'article 14-2 et opérations exceptionnelles votés non encore clôturés à la fin de l'exercice (annexes 4 et 5)

approuve les comptes du syndicat de l'exercice du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023 d'un montant de 24 985.93 €

Rappel : Les pièces comptables sont consultables dans les bureaux du syndic sur prise de rendez-vous, et ce entre le jour de la convocation et le jour de l'assemblée générale.

CONFORMEMENT AUX NOUVELLES DISPOSITIONS, LES COMPTES INDIVIDUELS DEFINITIFS SERONT ENVOYES UNE FOIS LES COMPTES DE DEPENSES APPROUVES PAR L'ASSEMBLEE (LE DOCUMENT JOINT N'EST QU'UN PROJET).

**Votent pour** : 17 copropriétaires présents ou représentés totalisant 7159 tantièmes.

**Vote contre** : 0 copropriétaire présent ou représenté totalisant 0 tantième.

**S'abstient** : 0 copropriétaire présent ou représenté totalisant 0 tantième.

**Absents** : 8 copropriétaires totalisant 2841 tantièmes.

*En vertu de quoi, cette résolution est adoptée dans les conditions de majorité de l'article 24.*

#### **6. Quitus au syndic**

Type de vote : Majorité simple (Art. 24), impliquant une base de calcul de : 7159 tantièmes.

L'assemblée générale donne quitus au syndic pour sa gestion de l'exercice arrêté au 30 Juin 2023.

**Votent pour** : 17 copropriétaires présents ou représentés totalisant 7159 tantièmes.  
**Vote contre** : 0 copropriétaire présent ou représenté totalisant 0 tantième.  
**S'abstient** : 0 copropriétaire présent ou représenté totalisant 0 tantième.  
**Absents** : 8 copropriétaires totalisant 2841 tantièmes.

*En vertu de quoi, cette résolution est adoptée dans les conditions de majorité de l'article 24.*

**7. Actualisation du budget voté de l'exercice 2023/2024 : 26 010 € (Annexe 3).**

Type de vote : Majorité simple (Art. 24), impliquant une base de calcul de : 7159 tantièmes.

L'assemblée générale approuve le budget prévisionnel, correspondant aux dépenses de l'article 14-1 de la loi du 10 juillet 1965, joint à la convocation.

Le budget, détaillé par postes de dépenses, a été élaboré par le syndic assisté du conseil syndical pour l'exercice du 01/07/2023 au 30/06/2024 arrêté à la somme de 26 010 € et sera appelé suivant les modalités ci-après: 1er Juillet 2023, 1er Octobre 2023, 1er Janvier 2024, et 1er Avril 2024.

**Votent pour** : 17 copropriétaires présents ou représentés totalisant 7159 tantièmes.  
**Vote contre** : 0 copropriétaire présent ou représenté totalisant 0 tantième.  
**S'abstient** : 0 copropriétaire présent ou représenté totalisant 0 tantième.  
**Absents** : 8 copropriétaires totalisant 2841 tantièmes.

*En vertu de quoi, cette résolution est adoptée dans les conditions de majorité de l'article 24.*

**8. Vote du budget prévisionnel de l'exercice 2024/2025 : 26 010 €**

Type de vote : Majorité simple (Art. 24), impliquant une base de calcul de : 7159 tantièmes.

L'assemblée générale approuve le budget prévisionnel, correspondant aux dépenses de l'article 14-1 de la loi du 10 juillet 1965, joint à la convocation.

Le budget, détaillé par postes de dépenses, a été élaboré par le syndic assisté du conseil syndical pour l'exercice du 01/07/2024 au 30/06/2025 arrêté à la somme de 26 010 € et sera appelé suivant les modalités ci-après : 1er Juillet 2024, 1er Octobre 2024, 1er Janvier 2025 et 1er Avril 2025. Il sera actualisé lors de la prochaine assemblée générale.

**Votent pour** : 17 copropriétaires présents ou représentés totalisant 7159 tantièmes.  
**Vote contre** : 0 copropriétaire présent ou représenté totalisant 0 tantième.  
**S'abstient** : 0 copropriétaire présent ou représenté totalisant 0 tantième.  
**Absents** : 8 copropriétaires totalisant 2841 tantièmes.

*En vertu de quoi, cette résolution est adoptée dans les conditions de majorité de l'article 24.*

**9. Election ou réélection des membres du conseil syndical.**

Type de vote : Majorité absolue (Art. 25), impliquant une base de calcul de : 10000 tantièmes.

L'assemblée générale, après en avoir délibéré, décide d'élire en tant que membres du conseil syndical et pour une durée de 3 années, Mesdames ou Messieurs :

+ Mme BOUDAILLE (pour Mme DUSSURGEY)  
+ Mme GIRAUD  
+ M.DECLAT  
+ M.JARRIGE

**Votent pour** : 17 copropriétaires présents ou représentés totalisant 7159 tantièmes.  
**Vote contre** : 0 copropriétaire présent ou représenté totalisant 0 tantième.  
**S'abstient** : 0 copropriétaire présent ou représenté totalisant 0 tantième.

**Absents** : 8 copropriétaires totalisant 2841 tantièmes.

*En vertu de quoi, cette résolution est adoptée dans les conditions de majorité de l'article 25.*

#### **10. Désignation syndic LOZANO suivant contrat joint à la convocation.**

Type de vote : Majorité absolue (Art. 25), impliquant une base de calcul de : 10000 tantièmes.

L'assemblée générale désigne comme syndic la SARL REGIE LOZANO représenté par Monsieur BERGER Ludovic, titulaire de la carte professionnelle "gestion immobilière" N°CPI 6901 2018 000 035 511 délivrée par la CCI de Lyon Métropole Saint Etienne Roanne.

La garantie financière est assurée par le Groupement Français de Caution.

Le syndic est nommé pour une durée de 3 ans qui commencera le 01 janvier 2024 pour finir le 31 décembre 2026.

La mission, les honoraires et les modalités de gestion du syndic seront ceux définis dans le contrat joint à la convocation.

L'assemblée générale désigne le Président de Séance pour signer le contrat de syndic présenté au cours de la présente réunion.

**Votent pour** : 17 copropriétaires présents ou représentés totalisant 7159 tantièmes.  
**Vote contre** : 0 copropriétaire présent ou représenté totalisant 0 tantième.  
**S'abstient** : 0 copropriétaire présent ou représenté totalisant 0 tantième.

**Absents** : 8 copropriétaires totalisant 2841 tantièmes.

*En vertu de quoi, cette résolution est adoptée dans les conditions de majorité de l'article 25.*

Il est décidé de reporter le point sur la décision sur la rétrocession de parcelle à la commune de MORNANT en tout dernier point de la réunion.

#### **11. Information du syndic sur le traitement de données à caractère personnel**

Cette résolution est étudiée sans vote. L'assemblée générale prend acte que la régie LOZANO est amenée à collecter et traiter des données à caractère personnel dans le cadre de sa mission de syndic.

Le délégué à la protection des données (DPO) désigné par le cabinet est Monsieur Ludovic BERGER.

D'une manière générale, le traitement des données à caractère personnel par le syndic entre dans le cadre de son activité régie par la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, le décret n°72-678 du 20 juillet 1972, les articles L.561-1 et suivants du code monétaire et financier relatifs à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété et le décret d'application n°67-223 du 17 mars 1967.



Les données à caractère personnel peuvent être transmises aux services étatiques et territoriaux (exemple : service gestion, comptabilité du cabinet, notaires, auxiliaires de justice et officiers ministériels dans le cadre de leur mission de recouvrement des charges, prestataire intervenants dans l'immeuble, copropriétaires et locataire de la copropriété dans le cadre d'un sinistre par exemple).

Les données à caractère personnel collectées sont conservées pendant les délais de prescription prévus par l'article 42 de la loi du 10 juillet 1965.

Les registres légaux tenus par le syndic doivent être conservés pendant dix ans (articles 65 et 72 du décret du 20 juillet 1972).

Les copropriétaires bénéficient d'un droit d'accès et de rectification des données à caractère personnel traitées. Ils peuvent demander leur effacement, leur limitation et leur portabilité dans les conditions prévues aux articles 17, 18 et 20 du Règlement européen (UE) 2016/679. Ils peuvent exercer le droit à opposition dans les conditions prévues par l'article 21.

Toute réclamation pourra être formulée auprès de la CNIL - 3 pl de Fontenoy-TSA 80715 - 75007 PARIS - tel : 01 53 73 22 22 - [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr) (<http://www.cnil.fr>)

## **12 . Dématisation et acheminement par voie électronique des notifications et mises en demeure pour les immeubles soumis au statut de la copropriété**

Cette résolution est étudiée sans voteLe décret du 21 octobre 2015, relatif à la dématérialisation des notifications et mises en demeure concernant les immeubles soumis au statut de la copropriété, a pour objet d'adapter le droit de la copropriété à l'évolution des moyens de communication en ouvrant la possibilité de procéder à des notifications et mises en demeure par voie électronique et en fixant les conditions et modalités de mise en oeuvre de la dématérialisation.

Article 4 du décret du 21 octobre 2015 : Les notifications sont valablement faites par voies électroniques lorsque l'accord exprès du copropriétaire est formulé lors de l'assemblée générale et qu'il est consigné dans le procès-verbal. Lorsqu'il n'est pas formulé lors de l'assemblée générale, le copropriétaires communique son accord par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au syndic, qui l'enregistre à la date de réception de la lettre et l'inscrit sur le registre des mentionné à l'article 17 du décret du 17 mars 1967.

Séance tenante, les copropriétaires dont le nom et l'adresse mail sont consignés ci-après déclarent donner leur accord exprès pour l'envoi des notifications et mises en demeure par voie électronique :

Pas de changement par rapport à l'année précédente.

## **13 . Questions relatives à l'intérêt général de la copropriété**

Cette résolution est étudiée sans voteRappel :

L'assemblée ne prend de décision valide que sur des questions inscrites à l'ordre du jour, elle peut cependant examiner, sans effet décisoire, toutes questions non inscrites à l'ordre du jour.

+ discussion barrière/fermeture éventuelle de la copropriété : ce point est classé sans suite.

+ discussion sur la rénovation des parties communes intérieures du bâtiment B à prévoir dans le futur : le syndic fera réaliser des devis pour arrachage des tapisseries et remise en peinture de la montée d'escaliers.

**M OU MME GOUTAGNIEUX LOUIS (255) rejoint l'assemblée à 18 H 07.**

**14. Décision à prendre quant à la rétrocession à la mairie de MORNANT de la parcelle de terrain côté chemin de Germany.**

Type de vote : Majorité absolue (Art. 25), impliquant une base de calcul de : 10000 tantièmes.

**Résolution :**

Après en avoir délibéré, l'Assemblée générale décide d'autoriser le syndic à aller ratifier chez le notaire la rétrocession à titre gratuit de la parcelle cadastrée C 407, d'une surface de 225m<sup>2</sup>, chemin de Germany, suite à la demande de la commune de MORNANT de récupérer la dite parcelle, conformément aux actes initiaux et au permis de construire de 1999.

A cet effet, l'Assemblée générale donne tous pouvoirs au syndic pour signer tous les actes et documents administratifs nécessaires notamment chez le notaire de la commune de MORNANT (Etude WATTEAU de SAINT ANDEOL BEAUVALLON) pour finaliser cette cession et notamment pour la publicité foncière qui confirmera le transfert de propriété.

**Votent pour** : 10 copropriétaires présents ou représentés totalisant 3728 tantièmes.

**Votent contre** : 2 copropriétaires présents ou représentés totalisant 1369 tantièmes.

DECLAT MICHEL (624) - LEBEDEL ANDRE (745)

**S'abstiennent** : 6 copropriétaires présents ou représentés totalisant 2317 tantièmes.

AUBERT JEAN FRANCOIS (394) (C) - DUSSURGEY PAULETTE (411) - JARRIGE GREGORY (364) -  
MONNOT GILLES (368)

GIRAUD YVETTE (399) représentant SOUCHE LILIANE (381)

**Absents** : 7 copropriétaires totalisant 2586 tantièmes.

*L'assemblée constate que la résolution ne recueille pas la majorité de l'article 25, mais le vote a recueilli au moins le tiers des voix de tous les copropriétaires. Il est donc procédé immédiatement, conformément à l'article 25-1, à un second vote dans les conditions de majorité de l'article 24.*

Type de vote : Majorité simple (Art. 24), impliquant une base de calcul de : 7414 tantièmes.

**Votent pour** : 10 copropriétaires présents ou représentés totalisant 3728 tantièmes.

**Votent contre** : 2 copropriétaires présents ou représentés totalisant 1369 tantièmes.

DECLAT MICHEL (624) - LEBEDEL ANDRE (745)

**S'abstiennent** : 6 copropriétaires présents ou représentés totalisant 2317 tantièmes.

AUBERT JEAN FRANCOIS (394) (C) - DUSSURGEY PAULETTE (411) - JARRIGE GREGORY (364) -  
MONNOT GILLES (368)

GIRAUD YVETTE (399) représentant SOUCHE LILIANE (381)

**Absents** : 7 copropriétaires totalisant 2586 tantièmes.

*En vertu de quoi, cette résolution est adoptée dans les conditions de majorité de l'article 25-1.*

Aucune autre question n'étant posée et l'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à **19 H 00**.

#### **NOTIFICATION DE LA DECISION**

*Conformément à l'article 42.2 de la loi du 10 juillet 1965 modifié par l'article 14 de la loi du 31 décembre 1985:  
"Les actions qui ont pour objet de contester les décisions des assemblées générales, doivent à peine de déchéance,  
être introduites par les copropriétaires opposants ou défaillants dans un délai de deux mois à compter de la  
notification desdites décisions qui leur est faite à la diligence du syndic, dans un délai de deux mois à compter de  
la tenue de l'assemblée générale. Sauf en cas d'urgence, l'exécution par le syndic des travaux décidés par  
l'assemblée générale, en application des articles 25 et 26, est suspendue jusqu'à l'expiration du délai mentionné à  
la première phrase du présent alinéa."*

*De même, l'article 18 du décret du 17 mars 1967, précise :*

*"Le délai prévu à l'article 42 (alinéa 2) de la loi du 10 juillet 1965, pour contester les décisions de l'assemblée  
générale, court à compter de la notification de la décision, à chacun des copropriétaires opposants ou défaillants."*

**Fait à MORNANT**

**Le 24/10/2023**

**Le président de séance**

**Le secrétaire de séance**

P. O.

**RÉGIE MOZANO**  
42 rue de Lyon  
69440 MORNANT  
Tél. 04 78 73 55 48